

# AVIS A LA POPULATION DE FORCALQUIER

## DU COLLECTIF DE RESISTANCE ET D'INITIATIVE POPULAIRE (CRIP)

### L'EAU, BIEN COMMUN PARTOUT ET NOTAMMENT A FORCALQUIER

#### ***Où en sommes-nous de notre campagne pour le retour de la gestion de l'eau à une régie publique ?***

Nous avons organisé une conférence sur l'Eau qui s'était déroulée à la Bonne Fontaine de Forcalquier les 24/25 octobre 2008. Notre conviction - il faut arracher la maîtrise de l'eau, cette ressource vitale essentielle, des mains des multinationales - est ancienne. Nous étions alors confiants que l'équipe municipale de Forcalquier, compte tenu de son positionnement politique allait suivre les conclusions de ces journées pour revenir à une gestion municipale de l'eau comme de très nombreuses municipalités dans la région et en France.

Nous étions confortés par la promesse électorale de Christophe Castaner de créer une « COMMISSION EAU ». Des consultations devaient être mises en place, sans résultat...

Par la suite, un audit a été confié par la ville à un cabinet soit disant « indépendant », pour évaluer les conditions du choix entre les deux options :

- Renouvellement de la délégation de service publique à la Société des eaux de Marseille (Véolia).
- Reprise en gestion directe par la municipalité.

L'absence de réponse claire de la municipalité sur ses intentions réelles nous a incités à poser ce problème politique sur la place publique et à mener une campagne de **Résistance et d'Initiative Populaire**.

La projection du film « **Water Make Money** » a connu un vif succès, elle a convaincu de nombreux citoyens de nous rejoindre dans cette « **bataille pour l'eau** » pour se réapproprier ce « **Bien Public** ».

Un vrai débat démocratique a été organisé sur la ville sur la non-marchandisation de l'eau : réunions publiques, affiches, distributions de tracts, lancement d'une pétition qui a recueilli plus de **800 signatures**...

Marc Laimé, notre partenaire, spécialiste réputé de la gestion de l'eau a clairement expliqué, lors de la **réunion publique du 17 juin** que ces cabinets d'audit étaient marqués par toutes sortes de liens avec les multinationales de l'eau et a estimé la qualité de l'audit payé par la ville très médiocre. Il a enfin parfaitement démontré et démonté de façon très convaincante toutes les astuces, les abus des multinationales de l'**Eau** pour organiser le véritable **pillage** de ce « **bien commun** » au détriment des populations et à **leur seul profit**.

Une délégation du CRI-Populaire, accompagnée de quelques citoyens a été reçue longuement **le 20 juin** par le maire de Forcalquier et quelques élus, elle leur a remis les **800 pétitions** des habitant(e)s de Forcalquier...

Elle a écouté les arguments de l'équipe municipale justifiant « ses difficultés » pour prendre enfin une décision claire, comme son attente d'une réponse de la communauté de commune voisine **ILO** qui est en **gestion publique** et avec laquelle il serait possible et judicieux de mutualiser des moyens.

L'argument de la perte de savoir faire des services techniques n'est pas recevable pour plusieurs raisons mais en particulier par le fait que le prolongement de cette délégation à la SEM va encore aggraver cette dépendance.

Les bouleversements climatiques, les problèmes de pollution, d'environnement, de gaspillage et de baisse de la qualité de l'eau ne peuvent plus être gérés aujourd'hui avec la légèreté du passé. Ce sont devenus des enjeux majeurs de société qui dépassent largement le cadre du débat technique et/ou financier entre « **régie publique** » et « **délégation au privé** ».

Le **CRIP**, par cette mobilisation citoyenne et grâce à l'expertise de Marc Laimé a contribué à l'évolution favorable du rapport de force de la ville de Forcalquier face à la SEM. Il a présenté plusieurs propositions, y compris intermédiaires, pour sortir de ce « piège à répétition » que constitue la perte de la maîtrise de l'eau pour la population de Forcalquier, dès aujourd'hui et pire encore pour demain...

**Est-ce que cela sera suffisant pour faire évoluer la position de Christophe Castaner ? Nous l'espérons !**

Il s'est engagé à communiquer sa décision au cours d'une réunion publique d'information. Le CRI-Populaire appelle à la vigilance. C'est d'autant plus indispensable que les mois d'été ne sont pas favorables pour réagir ...